

le pouvoir aux travailleurs

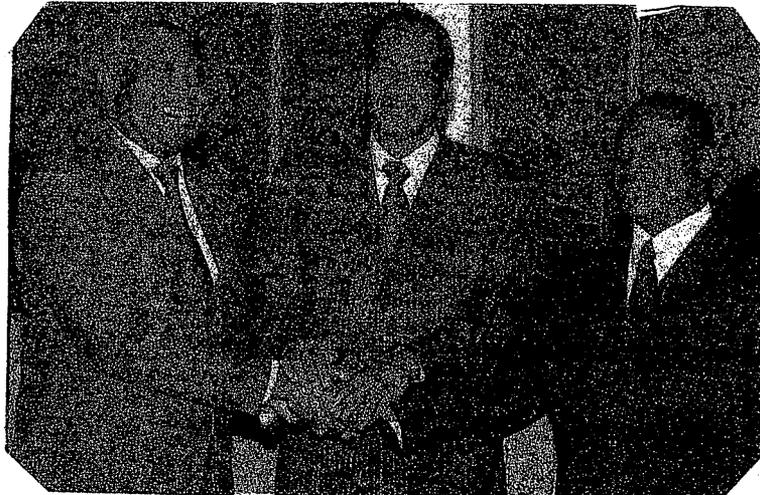
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 20 MARS 2007

N° 334 PRIX 0,60 Euro



CÔTE D'IVOIRE

LE COMPROMIS DU "DIALOGUE DIRECT"

DE OUAGADOUGOU PEUT-IL SORTIR

LE PAYS DE LA CRISE ?

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2

é d i t o r i a l

Editorial:

Le compromis du "dialogue direct" peut-il sortir le pays du gouffre ?

Page 4

Sénégal: La victoire douteuse de Wade

Page 6

Mali: La pénurie de l'eau potable à Bamako n'est pas une fatalité

Page 7

Mauritanie: Après le premier tour de l'élection présidentielle

Page 10

Il y a 50 ans le Ghana de Nkrumah accédait à l'indépendance

Page 12

Election présidentielle en France

ABONNEMENT

FRANCE:

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

LE COMPROMIS DU "DIALOGUE DIRECT" DE OUAGADOUGOU PEUT-IL SORTIR LE PAYS DU GOUFFRE ?

Le 4 mars dernier, les deux principaux protagonistes de la crise ivoirienne ont parafé un accord à Ouagadougou. Cet accord est survenu après un mois de tractations parrainées par le président burkinabé.

C'est suite à la proposition de Gbagbo, de vouloir discuter directement avec sa rébellion armée qui occupe le nord du pays depuis septembre 2002, que se sont tenues pendant un mois les discussions entre le camp présidentiel et celui de la rébellion. Ces discussions ont abouti à la signature d'un accord appelé «accord de Ouagadougou» composé de 8 points : Identification générale des populations; processus électoral; création d'un cadre institutionnel; consolidation de la réconciliation etc. Pour le moment il est approuvé par la classe politique dans son ensemble ou presque et endossé par la CEDEAO et l'Union Africaine.

Quant aux deux protagonistes et leur entourage, ils crient sur tous les toits que c'est cet accord qui sortira le pays du gouffre dans lequel ils l'ont plongé depuis près de 5 ans. Mais en quoi réellement cet accord est-il différent des précédents, au nombre de 12, signés depuis le début de cette crise armée ? En effet, rien de particulier. Cet accord a repris tous les points essentiels des autres accords depuis Marcoussis en passant par Accra et Pretoria jusqu'aux deux dernières résolutions.

Le point V, présenté comme une innovation fait état de la « création d'un cadre institutionnel d'exécution ». Cela se traduirait par la formation d'un nouveau gouvernement dans lequel les Alassane et Bédié (ou leurs seconds couteaux) vont être associés à la gestion du pouvoir. Ils occuperaient éventuellement des postes subalternes, pendant que

les postes clés seraient aux mains du FPI et des Forces Nouvelles.



Octobre 2002: des rebelles
contrôlant l'axe routier
Bouaké-Yamoussoukro

Ensuite il y a le point VI qui parle des «mesures visant à consolider la réconciliation nationale, la paix et la libre circulation des personnes et des biens», c'est-à-dire la mesure visant la suppression de la «zone de confiance».

Si cet accord est entériné par l'ONU, la résolution 1721 deviendrait caduque et par conséquent Gbagbo n'aurait plus à partager le pouvoir exécutif avec Banny comme c'est le cas actuellement.

Les principales prérogatives relèveraient de son autorité y compris les institutions et le processus électoral. La haute main sur l'organisation des élections le mettrait en bonne position pour les remporter. Gbagbo et ses partisans présentent le nouvel accord comme une victoire sur la «communauté internationale». Ils se vantent d'avoir pu trouver une issue à la crise alors que les grandes puissances faisaient preuve d'une certaine impuissance à trouver une solution. Ils présentent celles-ci et particulièrement la France comme

ayant été opposées à la réconciliation et la réunification du pays sous l'égide de Gbagbo. En réalité cela relève de la propagande bon marché car avec Gbagbo ou avec un autre, ce qui compte pour les grandes puissances, c'est le retour à la paix et à la stabilité dans cette région pour que les affaires reprennent comme avant.

Deuxièmement, quant à Soro Guillaume qui crie sur tous les toits qu'il «sera un Premier ministre difficile à manipuler», cet accord lui permet tout simplement d'arriver à la mangeoire. Il pourra demain, en tant que premier ministre ou même s'il ne l'est pas, placer plus de gens de son entourage à des postes juteux. C'est depuis longtemps qu'ils ont renoncé à leur soi-disant lutte contre la ségrégation dont sont victimes les personnes originaires du Nord, raison pour laquelle ils ont pris les armes, selon eux. La perspective actuelle de pouvoir être associés à l'exercice du pouvoir central et accéder à l'enrichissement personnel semble constituer un argument de poids sur leur virage actuel.

Toutes ces tractations permettent aux deux camps de gagner du temps et d'être toujours aux commandes des affaires dans leur zone respective. Aujourd'hui, chacun dirige un territoire qui lui permet d'en tirer privilège impunément et, rien de leur point de vue ne les oblige à précipiter les choses s'il y a un quelconque risque à retourner à la situation d'avant la crise.

Mais pour le moment, tout semble baigner dans l'huile, en théorie du moins. Rien ne dit que dans son application, à part le partage des postes pour la mangeoire, ils s'accorderont sur les autres points. Le passé a montré leur roublardise, l'avenir montrera s'ils sont capables d'un minimum de responsabilité par rapport à leurs propres engagements sur le papier.

"PRÉFORUM SOCIAL" EN CÔTE D'IVOIRE**GOVERNEMENT, PATRONS ET RESPONSABLES SYNDICAUX
D'ACCORD POUR NE RIEN CEDER AUX TRAVAILLEURS**

Le «Pré forum social» a refermé ses portes. Les différents représentants du pouvoir à commencer par le ministre de la fonction publique, les représentants du patronat et les responsables syndicaux ont fait part des résultats de leurs travaux au chef de l'Etat.

Lorsque le Premier ministre avait annoncé la tenue de cette concertation tripartite, cela avait suscité un peu d'espoir du côté des travailleurs après de longues années de détérioration de leurs conditions de vie. En effet, comme le stipulait le communiqué du gouvernement : «l'objet de ce pré forum sera de procéder à un examen aussi bien des revendications des travailleurs que des préoccupations des employeurs.. visant à améliorer les conditions de vie et de travail des fonctionnaires et des agents du secteur privé.. ». Voilà qui était bien dit. Mais comme on pouvait s'y attendre, cette montagne de promesse n'a fait qu'accoucher d'une souris. Pire, le président n'a pas trouvé mieux que de menacer les travailleurs qui font la grève en les traitant de : «les ennemis de la paix et donc de la république».

Quant à son ministre de la fonction publique il a annoncé une période de «trêve sociale» pour début avril sous prétexte de «pays

en crise». Cela signifie que les revendications déboucheront sur une fin de non recevoir jusqu'à la fin de la guerre. Tout cela, parce que disent-ils «le pays est en crise» et qu'il faudra attendre la fin de la guerre pour revendiquer quoi que ce soit.

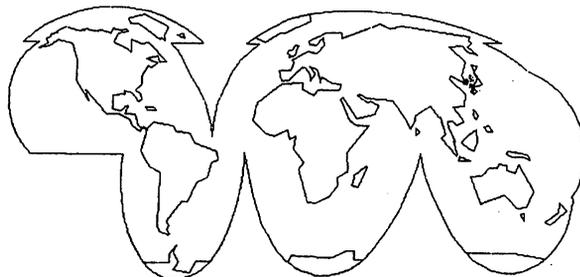
Pourtant, tous les prix des produits de première nécessité ne cessent de grimper. Pour mémoire, la baguette de pain coûtait 70 F en 1994. Elle coûte aujourd'hui 150 francs soit une augmentation 111,5%. Le sac de riz de 14.000 F il y a peu, vient de passer à 15.000 F et c'est ainsi pour toutes les denrées. Le loyer, le transport, l'électricité, l'eau courante, le Gaz, etc. ont augmenté de façon vertigineuse sans que le gouvernement ne songe à intervenir pour les ralentir.

Cela montre bien au delà des discours, vers quel côté penche le cœur des hommes au pouvoir.

Les travailleurs qui luttent ont raison. Les mains croisées, ils ne peuvent attendre ni de l'Etat, ni à plus forte raison du patronat, un quelconque changement en leur faveur.

C'est par la lutte, sur les lieux du travail et pourquoi pas dans la rue qu'ils peuvent imposer et peut-être obtenir un minimum de mesures en leur faveur.

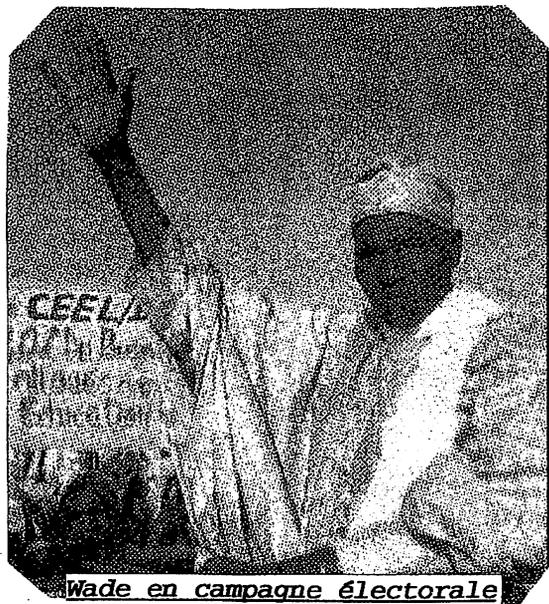
TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SÉNÉGAL**LA VICTOIRE DOUTEUSE DE WADE**

A l'issue de l'élection présidentielle qui avait eu lieu le 25 février dernier et à laquelle 15



Wade en campagne électorale

l'année 2000, a eu beaucoup de mal à se refaire une virginité. La population n'a pas oublié que les dirigeants de ce parti se sont rempli les poches en monopolisant tous les postes les plus lucratifs. Ils ont non seulement mis durant quarante ans la main sur les postes clés de l'Etat mais aussi dans de nombreux secteurs d'activité économiques. Ainsi la famille de Diouf s'était attribué le monopole de l'importation du riz. D'autres avaient la douane, l'importation des voitures, etc. Le candidat du PS, Tanor Dieng n'a obtenu que 13,56% des voix.

Il est clair que même s'il y a eu des fraudes électorales non négligeables en faveur de Wade, une partie importante de la population lui a renouvelé son soutien. Certains disent que "même s'il n'a pas fait grand chose en faveur de la population, ce qu'il a fait en 7 ans est déjà beaucoup par rapport à ce qu'a fait le PS durant 40 ans".

Wade a beaucoup promis: du travail pour les chômeurs, des logements pour ceux qui ont peu de moyens, des infrastructures, des routes, un nouvel aéroport, une nouvelle capitale et même une centrale nucléaire pour la Casamance! Il n'a vraiment pas lésiné sur ses projets fumeux. Mais les "opposants" ont aussi promis des choses, notamment de lutter contre la corruption. Il faut croire qu'ils ont eu plus de mal à convaincre. La plupart d'entre eux ont déjà participé au pouvoir soit sous Diouf, soit sous Wade soit sous les deux successivement. Ils ne se sont pas comportés différemment des autres.

La vérité c'est que l'Etat sénégalais sous la direction du PS comme du PDS, ne se soucie

candidats étaient en lice, le président sortant Wade a été déclaré vainqueur dès le premier tour avec 55,90 % de voix. Des partis d'opposition, mais aussi des journalistes ont fait état de "bourrage d'urnes" ainsi que des "irrégularités" en matière de distribution de cartes d'électeurs. Certains ont pu voter deux fois (et comme par hasard c'était dans les endroits réputés proches du camp présidentiel) et d'autres n'ont pas reçu leur carte à temps (là aussi comme par hasard dans le fief des partis d'opposition).

Wade n'avait même pas attendu la proclamation des résultats officiels pour s'attribuer la victoire le soir même du jour du vote, alors que le comptage des voix ne faisait que commencer.

Il reste néanmoins que les partis d'opposition, notamment le principal d'entre eux, le PS qui avait gouverné durant 40 ans et qui fait une cure d'opposition depuis

aucunement d'améliorer les conditions d'existence de la population pauvre. Tout ce qui concerne celle-ci est négligé: les écoles publiques, les hôpitaux publics tout comme le transport en commun, les logements sociaux, la voirie, l'électricité ou la distribution d'eau potable, sont en piteux état et se dégradent d'année en année. Tandis que les classes riches deviennent de plus en plus riches, tandis que les villas luxueuses, les voitures rutilantes et autres "signes extérieurs de richesse" s'étalent au grand jour, la pauvreté s'accroît. Même ceux

qui, parmi les petites gens, ont la chance d'avoir un travail et un salaire régulier, n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

L'aspiration à un changement dans les conditions d'existence est réelle au sein de la population. Cela se manifeste souvent par des grèves dans l'enseignement, chez les employés des services de la Santé, des cheminots, etc. C'est dans cette direction-là, c'est-à-dire dans la lutte des travailleurs, que se trouve la voie à suivre pour qu'il y ait un jour un véritable changement social.

SÉNÉGAL

QUAND WADE SE DIT "CHOQUÉ" PAR UNE "IDÉE" DE SARKOZY SUR L'IMMIGRATION

Abdoulaye Wade a déclaré le 12 mars dernier à une radio française qu'il était "choqué" par l'idée de Sarkozy de créer un ministère de "l'Immigration et de l'Identité nationale".

Tiens donc ! Quelle hypocrisie ! Mais monsieur le président n'était pas du tout "choqué" d'avoir signé récemment un accord avec ce même Sarkozy, et au Sénégal, pour lui permettre d'expulser plus facilement de France, comme des malpropres, des travailleurs immigrés sénégalais ?

Ainsi des centaines de travailleurs sénégalais, partis

tenter leur chance en France au péril de leur vie, des jeunes pour la plupart, étaient refoulés sans autre forme de procès vers leur pays. Les populations, indignées par ces expéditions massives avaient commencé à manifester leur mécontentement à l'aéroport de Dakar. Wade, au lieu de revenir sur cet accord honteux qu'il a signé, il a préféré la fuite en avant en faisant atterrir les avions transportant ces refoulés dans un autre aéroport.

Alors quand il dit qu'il est choqué par cette "idée" de Sarkozy, c'est de la poudre aux yeux !

M A L I

LA PÉNURIE D'EAU POTABLE À BAMAKO N'EST PAS UNE FATALITÉ

Dans certains quartiers périphériques de Bamako comme celui de l'Hippodrome Extension, le prix de l'eau potable flambe. Un baril de 200 litres est vendu 1000 à 2000 francs CFA selon la distance et la

zone.

Les femmes de Faladré Yirimadio (rive droite) ou Banconi Djalakodji (rive gauche), sont obligées de se lever entre 3 h et 5 h du matin pour placer leur bassine dans la file

d'attente. La pénurie d'eau engendre parfois des frictions dans les rangs et en cette période de l'année, les puits commencent à tarir.

A cause de la montée de la misère dans les campagnes, Bamako a connu une explosion démographique. L'urbanisation s'est effectuée de manière complètement anarchique. De nombreux responsables ont fermé les yeux et ont attribué des lots en ne se préoccupant pas des infrastructures nécessaires pour la connexion au réseau d'eau d'EDM.

Récemment un parti politique, le PARENA, offrait une fête au cours de laquelle le responsable de ce parti remettait solennellement les clés d'un puits réhabilité au chef

du quartier. Cette réhabilitation était selon lui le fruit de ses efforts auprès des autorités.

Bamako n'est pas une ville plantée dans un désert mais au bord du Joliba (fleuve Niger). Le gouvernement pourrait consacrer ses efforts dans le sens d'investir dans les secteurs indispensables qui relèvent de la salubrité publique tels que l'eau, l'électricité, l'évacuation des eaux usées etc. Le budget de l'Etat n'est peut-être pas très élevé et il ne permet certainement pas tout. Mais ces dernières années de nombreux édifices de prestige qui n'ont pas vraiment d'utilité ont poussé aux quatre coins de la ville. Et ça, c'est un choix.

G U I N É E

LE RÉGIME A AUGMENTÉ LES SALAIRES DES MILITAIRES, PAS CEUX DES TRAVAILLEURS

Ce que les travailleurs n'ont pas obtenu après plusieurs semaines de grève générale qui avait paralysé le pays, les militaires l'ont eu sur une simple menace : leurs salaires ont été multipliés par trois. A deux jours de l'expiration de l'ultimatum des forces armées guinéennes au chef de l'Etat demandant une revalorisation immédiate de leurs salaires, le dictateur Lansana Conté a eu peur et a cédé. Car son seul soutien, c'est l'armée. Si la hiérarchie militaire le lâche, ce serait la fin de son régime. Or aux travailleurs en grève, les responsables de l'Etat disaient, entre autres prétextes, que les caisses de l'Etat étaient vides.

Le pouvoir était en effet aux abois, les travailleurs, les petites gens et les jeunes en grève soutenus par les dirigeants syndicaux et les partis de l'opposition, le menaçaient. Ils réclamaient notamment une augmentation de salaires, la

diminution des prix des denrées alimentaires pour leur permettre de faire face à la cherté de la vie et la nomination d'un Premier ministre de "consensus" non lié au dictateur.

Dans un premier temps, le pouvoir a cherché à briser la grève par la répression. Elle a fait au moins une centaine de morts; des dirigeants syndicaux étaient arrêtés puis relâchés, tellement le mécontentement grondait dans tout le pays. Dans un second temps, il a été forcé de faire de vagues promesses en annonçant la diminution des prix des denrées alimentaires et la nomination d'un Premier ministre.

Finalement le vieux dictateur Lansana Conté, malade et impotent a nommé un Premier ministre accepté par tous. Les dirigeants des partis d'opposition et certains leaders syndicaux qui lorgnaient vers la mangeoire gouvernementale se sont contentés de cette nomination et ont appelé à la fin de la grève.

Les travailleurs, en menant plusieurs semaines de grève, ont fait trembler le pouvoir arrogant et l'ont fait reculer sur certains

points. Le nouveau gouvernement qui se prévaut du soutien populaire, pourrait subir le même sort que le précédent.

MAURITANIE

APRÈS LE PREMIER TOUR DE L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Ce scrutin consacre le retour des civils au pouvoir, après vingt-neuf années de régime militaire. Depuis 1978, ce pays de trois mil-



La pêche, une des activités principales du pays

lions d'habitants, n'a connu à la tête de l'Etat, que des militaires. L'un d'entre eux, Ould Taya fut renversé le 3 août 2005 après avoir exercé sa dictature durant 21 ans.

La chute du régime d'Ould Taya fut accueillie avec soulagement par toutes les composantes de la société mauritanienne. Le pouvoir de transition a bénéficié d'une certaine bienveillance de la part des différentes composantes de la société.

C'est son ancien directeur de la Sûreté Nationale Ould Mohamed Vall qui a pris sa place depuis cette date. Mais contrairement à ses

prédécesseurs, il s'est engagé dans un processus baptisé « transition démocratique ». Cela s'est traduit par une certaine libéralisation du régime et l'organisation d'élections libres.

Pour ce faire, le nouveau dirigeant militaire issu lui-même du sérail de Ould Taya, s'est appuyé sur un directoire de 17 membres appelé « Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie » (CMDJ). Mais au-delà de cette structure, c'est la majorité des dirigeants politiques, y compris le PRDS (Parti Républicain Démocratique et Social), l'ancien parti majoritaire, qui a apporté son soutien au programme de réformes. Un système judiciaire moins inféodé, un contrôle moins strict sur les médias et une commission électorale indépendante, voilà l'essentiel des réformes effectuées par le régime militaire de transition. Les grandes puissances ont cautionné le régime et les Nations Unies ont apporté une assistance au processus électoral en lui accordant une participation de 12 millions de dollars.

Durant ses deux décennies de pouvoir, Ould Taya avait interdit la liberté d'expression et privé la majorité de la population de droits sociaux élémentaires.

Cela a eu comme conséquence d'aggraver les tensions inter ethniques entre la communauté arabo-berbère et les populations d'origine « Négro-Africaine ». Cela s'est traduit par les événements de 1989/1990 au cours desquels plus de

700 Mauritaniens noirs ont été massacrés avec la complicité des dirigeants du régime d'Ould Taya. Plus de 120 000 personnes des communautés Peuhl, Soninké et Ouolof ont été victimes de déportations vers le Mali et le Sénégal. Leurs terres qu'ils cultivaient depuis les temps ancestraux furent confisquées par le pouvoir pour être par la suite vendues à des riches exploitants qui, eux, sont généralement des Maures. L'administration de l'Etat n'échappa pas à la furie des racistes, puisqu'une épuration sur la base de l'appartenance ethnique y fut menée à grande échelle sous l'égide des plus hauts dignitaires de l'Etat.

La situation des descendants d'esclaves appelés « Haratines » n'a cessé aussi de s'aggraver au cours des gouvernements successifs. Officiellement ils ne sont plus esclaves, mais dans les faits leurs conditions d'existence sont particulièrement pénibles et leurs anciens maîtres continuent souvent de les asservir en se servant d'eux dans des travaux domestiques non rémunérés. Certains Haratines sont tenus de verser une partie de leurs maigres revenus aux descendants de leurs anciens maîtres.

La France qui a colonisé ce pays jusqu'en 1960 n'a pas vraiment aboli la pratique d'esclavage. Elle porte sa part de responsabilité dans la perpétuation de cette forme d'exploitation héritée des temps pré-coloniaux. Beaucoup espèrent que le nouveau gouvernement civil issu des élections en cours, apportera une atténuation de l'oppression et des clivages raciaux. A en juger par l'affluence dans les bureaux de vote lors du premier tour de l'élection présidentielle, il est possible

qu'une partie importante de la population pauvre y voit un certain espoir d'atténuer sa situation de misère.

La majorité de la population de ce pays est très pauvre. Pourtant le pays possède d'énormes richesses dans son sol, puisqu'il est le troisième producteur mondial de minerai de fer. Au large de ses côtes, la mer est considérée comme étant l'une des plus poissonneuses du monde, ce qui se traduit par quelques rentrées d'argent acquittées par les bateaux de pêche internationaux. Tout cela est très vite accaparé par les clans qui se partagent le pouvoir. Un certain nombre de travailleurs font tourner les unités de transformation du poisson dans la zone portuaire de Nouakchott dans des conditions difficiles.

Dans le passé les travailleurs de ce pays, en particulier ceux des mines de fer de Zouérate, ont à plusieurs reprises su mener des luttes importantes. Toutes communautés confondues, les travailleurs ont réussi à construire leur unité dans ces combats. A la suite des luttes victorieuses des mineurs de Zouérate, le gouvernement a dû concéder des augmentations générales des salaires dans tous les secteurs, public comme privé.

Eh bien il faut souhaiter qu'à la faveur du processus actuel de libéralisation, et quel que soit le nouveau président de la république, les travailleurs, épaulés par des intellectuels qui veulent réellement changer la société, renouent avec leurs traditions de lutte du passé. La classe des privilégiés ne concédera des avantages sociaux et économiques qu'à ce prix-là.

IL Y A 50 ANS LE GHANA DE KWAME NKRUMAH ACCÉDAIT A L'INDÉPENDANCE

Premier pays d'Afrique noire à accéder à l'indépendance, le Ghana servit aux deux grandes puissances coloniales, l'Angleterre et la France, de test grandeur nature, pour acheminer l'ensemble de leurs colonies d'Afrique sub-saharienne vers une indépendance "accompagnée", sans rupture violente, de telle sorte qu'elles puissent continuer de piller les richesses naturelles du continent et d'exploiter ses populations.

Contrairement à l'idée que tentent de propager les militants nationalistes africains, Kwame Nkrumah, le premier chef d'Etat du Ghana n'avait rien de "radical" ni dans sa vision du monde, ni dans sa lutte anticolonialiste. Il se voulait au contraire "pacifiste", même si, à la suite des émeutes qui éclatèrent en février 1948, il fut mis en prison avec toute la direction de son parti, l'UGCC.

Après la seconde guerre mondiale le mouvement anticolonialiste se développait dans toutes les colonies britanniques et françaises, aussi bien en Asie qu'en Afrique. Des émeutes, des grèves massives voire des insurrections éclataient un peu partout. Tout en n'hésitant pas à réprimer férocement ces mouvements, les dirigeants des grandes puissances coloniales commençaient à sélectionner et à former les élites locales, autant que cela leur était possible, en vue de les placer à la direction des futurs Etats indépendants. Dans certaines colonies comme au Vietnam ou en Algérie, ils avaient affaire à des mouvements nationalistes radicaux soutenus par les masses populaires où l'indépendance fut arrachée par les armes. Mais dans la plus part de leurs colonies d'Afrique l'accession à l'indépendance se fit sous la direction du colonisateur. Le découpage des

grands ensembles coloniaux en petits morceaux entourés de frontières ne tenant compte ni de la géographie, ni de la répartition des populations a été entamé dès cette époque pour installer les futurs appareils d'Etat africains.

Dans les années 1920, la Gold Coast (ancien nom du Ghana), était la colonie britannique la plus prospère dans cette région d'Afrique. Tandis que la plus grande partie de cette colonie fut placée sous "administration directe", le territoire Ashanti et le Nord bénéficièrent d'une "administration indirecte" permettant aux chefs coutumiers de participer à un "conseil législatif indigène" à partir de 1925. Mais ce n'est qu'après la Seconde guerre mondiale que se développa la vie politique locale.

Kwame Nkrumah, né en 1909, commença sa carrière comme enseignant dans une école religieuse. En 1935 il part aux Etats-unis pour y continuer ses études. Au contact des élites noires américaines et caraïbéennes, il fait connaissance avec les idées ambiantes du panafricanisme auquel aspiraient ces élites. Après un séjour de 10 ans aux USA, il s'établit à Londres où il prend contact avec la diaspora de son pays. Il y côtoie également les futurs dirigeants nationalistes africains comme Jomo Kenyatta (Kenya) ou Julius Nyerere (Tanzanie) au sein du Mouvement Pan Africain dont il devient secrétaire général lors du 5^{ème} congrès à Manchester en 1945. Deux ans après, en 1947, il rentre définitivement au Ghana. En 1949 il quitte l'UGCC et fonde son propre parti, le CPP (Convention People's Parti). Alors qu'il était en prison, son parti remporte une victoire électorale lors des élections municipales en 1950

(22.780 voix sur 23.122 votants). Il est libéré en 1951 puis nommé



Kwame Nkrumah (au centre) lors de la proclamation de l'indépendance à Accra le 6 mars 1957

Premier ministre en mars 1952. D'un commun accord avec la puissance coloniale, la date de 6 mars 1957 est fixée pour l'indépendance officielle. Lors de la célébration de la cérémonie de l'indépendance, Nkrumah commença par lire la déclaration officielle de l'indépendance signée par la reine d'Angleterre en la présence, entre autres, de la duchesse de Kent représentant la reine, du vice-président américain Richard Nixon. C'est dire à quel point Nkrumah n'était pas la bête noire de l'impérialisme comme tendent à le montrer ceux qui se réclament de lui. Très vite, il montra son vrai visage de dictateur.

Entre 1960 et 1965 le pays traversa une grave crise économique liée à la chute brutale du prix de cacao. Une inflation galopante ruina les populations les plus déshéritées. Une vague de mécontentement traversa le pays lorsque que Nkrumah décida d'augmenter considérablement les impôts frappant les plus démunis. Des grèves éclatèrent, chez les fonctionnaires et les enseignants notamment. Nkrumah n'hésita pas à réprimer les opposants à sa politique. Il les mit en prison. En 1964, il instaura le

parti unique et se nomma "président à vie". Le peu de liberté d'expression qui existait sous l'époque coloniale fut liquidé.

Le 24 février 1966, alors qu'il se trouvait en voyage officiel, un coup d'Etat militaire le destitua dans la quasi-indifférence sinon le soulagement de la population excédée par sa politique impopulaire. Il passa le reste de sa vie en exil et mourut le 27 avril 1972 à Bucarest en Roumanie.

On dit dans le milieu nationaliste que Nkrumah fut un "progressiste", "grand visionnaire" et qu'il est le "père du panafricanisme" puisqu'il a parlé lors de ses discours de fonder "les Etats-Unis d'Afrique". Mais son panafricanisme est à la mesure de son anticolonialisme. C'est-à-dire que cela reste au niveau de l'incantation. Les discours ne résistent pas à la réalité des faits. Certes, il fut l'un de ceux qui ont été à l'origine de la création de l'OUA en 1963. Mais cette organisation n'a jamais été autre chose qu'une sorte de syndicat de dictateurs africains. Un de ses fondements majeurs stipule clairement "l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation". On y parle beaucoup de "l'Unité Africaine" parce que cela fait "progressiste" sans frais.

Certes, Nkrumah et Sékou Touré créèrent à la fin de 1958 l' "Union Ghana-Guinée" et ont présenté cette union comme "le noyau des Etats-Unis de l'Ouest africain", puis ils ont étendu cette union au Mali de Modibo Keita en avril 1961, mais cela ne resta que de l'ordre du virtuel et de l'éphémère d'autant plus que ces trois pays n'ont aucune frontière commune entre eux.

Aujourd'hui, un dictateur comme Khadafi se réclame volontiers être l'héritier de Nkrumah en matière de "panafricanisme" et il est question lors du prochain sommet de l'Union Africaine qui aura lieu dans la

capitale ghanéenne de reparler de la création des "Etats-Unis d'Afrique". Mais il est illusoire de penser que cela se concrétisera un jour sous la direction de nos dictateurs accrochés à leur appareil d'Etat et à leurs frontières. Ils ne voudront jamais sacrifier ce qui leur permet d'obtenir des privilèges sur le dos de leurs populations. Cela ne pourra se réaliser que contre eux et contre l'impérialisme qui trouve un intérêt

dans l'émiettement du continent africain pour mieux dominer les populations. Cela nécessitera l'existence de grands partis influents au sein des classes pauvres et défendant réellement leurs intérêts contre tous les exploiters. Cela passe aussi par la lutte contre le nationalisme, l'ethnisme ou le régionalisme. C'est une des tâches de ceux qui se réclament des idées communistes révolutionnaires.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

Douze candidats sont en lice pour l'élection présidentielle dont le premier tour aura lieu le 22 avril prochain. Jusqu'ici, ceux considérés comme "grands" monopolisent les antennes de la télé et la radio.

Bien entendu le candidat de droite, Sarkozy, ministre de l'Intérieur, on l'a vu à l'oeuvre. Il représente les intérêts de la bourgeoisie, des patrons. Il n'a nullement l'intention de faire quelque chose de mieux contre le chômage, les licenciements dans les grandes entreprises comme Airbus, Alcatel, etc. Le pouvoir d'achat des travailleurs ne cesse de baisser. Les prix augmentent alors que les salaires sont bloqués depuis des années pour la plupart des travailleurs.

De plus il y a une grave crise du logement qui dure depuis plusieurs années même si on n'en parle dans les médias que depuis peu. C'est le drame pour tous ceux qui sont en chômage. Il y a de plus en plus de gens qui perdent leur emploi et qui sont expulsés par ce qu'ils n'ont pas les moyens de payer les loyers. 1,2 million de personnes sont sur des listes d'attente pour les HLM et environ 2 millions vivent dans des taudis ou des caravanes.

C'est la même dégradation dans

le domaine de la santé. Il manque du personnel dans les hôpitaux et les médicaments sont moins pris en charge par la Sécurité sociale. Il en va de même dans l'éducation nationale où il manque des enseignants et du matériel.

Tous ces problèmes concernent l'ensemble des travailleurs en France, et bien entendu les travailleurs immigrés aussi. Ils travaillent dans les usines, dans les chantiers et parmi eux il y en a qui sont en chômage, qui n'ont pas de logement correct, qui vivent dans des foyers taudis.

Aucune de ces questions importantes concernant les conditions d'existence des classes populaires n'intéresse vraiment les candidats de droite. Mais on ne peut pas non plus attendre grand chose de la candidate socialiste. Il n'est même pas question d'augmenter le Smic de manière conséquente. Sarkozy et Bayrou n'en parlent même pas alors que Ségolène Royal propose de le porter à 1500 euros (brut) vers 2012 alors que c'est dès maintenant qu'il faut qu'il soit à 1500 euros net. Il faut qu'il y ait une augmentation de 300 euros sur tous les petits salaires pour rattraper le renchérissement du coût de la vie. Rappelons tout de même que pendant que ces politiciens rechignent à augmenter le Smic,

l'Etat français fait d'énormes cadeaux au patronat. En 2006 par



Arlette Laguiller, candidate
de Lutte ouvrière (L.O.)

exemple 65 milliards d'euros ont été versés, à titre d'aides aux grandes entreprises. C'est d'autant plus révoltant que la plupart de ces grandes entreprises affichent ouvertement l'augmentation de leurs profits et licencient en même temps.

Une éventuelle arrivée au pouvoir de Sarkozy est, on le comprend, crainte dans le milieu des travailleurs immigrés. Certains disent qu'il va être plus dur envers les sans-papiers. Déjà, depuis qu'il est ministre de l'Intérieur il a mené des interventions policières dans les banlieues à forte population immigrée. Il s'est distingué par sa politique anti-immigrés: refus de régulariser les sans-papiers, expulsions. Tout

dernièrement, il a promis de créer un ministère de l' "Immigration et de l'Identité nationale" pour être en phase avec les idées racistes véhiculées par le Front National.

Dans ce paysage politique, il y a une candidate d'extrême gauche, Arlette Laguiller, qui se présente pour développer une politique complètement différente. Elle exprime l'idée que dans cette société divisée en deux classes antagonistes, le sort des travailleurs ne pourra s'améliorer que si ces derniers s'organisent en tant que force indépendante pour arracher leurs revendications par la lutte collective. Dans son programme électoral elle préconise un certain nombre de mesures par lesquelles il est possible d'améliorer le sort des travailleurs. En particulier pour lutter contre le chômage elle dit qu'il faut interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits. Elle est pour l'augmentation des impôts sur les bénéfices des grandes entreprises. Ainsi avec l'entrée de ces impôts l'Etat pourrait créer des emplois utiles à la population. En particulier l'embauche de travailleurs dans les hôpitaux, dans les écoles. Elle dit que l'Etat doit construire rapidement et en grande quantité des logements décentes nécessaires à tous ceux qui en sont privés. Elle est pour hausser immédiatement le Smic à 1500 euros net et augmenter de 300 euros tous les salaires.

Ceux qui voteront pour Arlette Laguiller exprimeront leur opposition contre la politique de la droite tout en ne faisant pas confiance à cette gauche qui ne veut pas prendre sur les profits des grandes entreprises. Plus elle aura des voix et plus cela renforcera le camp de ceux qui sont pour la lutte.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.